

Vu la dépêche ministérielle du 24 décembre 1880 ;
Sur la proposition de l'Ordonnateur,

ARRÊTÉ :

Art. 1^{er}. Sont promulgués dans les Etablissements français de l'Océanie les décrets des 13 et 28 novembre 1880 qui ont appelé le chef du service de santé dans les Antilles et les autres colonies à travailler directement avec le Gouverneur.

Art. 2. L'Ordonnateur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié au *Messenger* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Papetue, le 11 mars 1881.

Pour le Commandant en tournée et par ordre :

L'Ordonnateur,

GABRIE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'Ordonnateur,

GABRIE.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de la marine et des colonies ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'ordonnance du 27 août 1828 sur le gouvernement de la Guyane française ;

Vu l'ordonnance du 7 septembre 1840 sur le gouvernement du Sénégal ;

Vu l'ordonnance du 23 juillet 1840 sur le gouvernement des Etablissements français dans l'Inde ;

Vu le décret du 10 janvier 1863 relatif à l'organisation financière de la Cochinchine ;

Vu le décret du 12 décembre 1874 sur le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret en conseil d'Etat du 13 novembre 1880,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Sont rendus applicables à la Guyane, au Sénégal, dans les Etablissements français de l'Inde, en Cochinchine, en Nouvelle-Calédonie, les dispositions du décret, en conseil d'Etat, du 13 novembre 1880 qui a placé le chef du service de santé aux Antilles et à la Réunion sous les ordres directs du Gouverneur.

Art. 2. Le Ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel* de la marine et aux journaux officiels de la métropole et des colonies.

Fait à Paris, le 28 novembre 1880.

Signé : JULES GREVY.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé : G. CLOUÉ.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de la marine et des colonies ;

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854 ;

Vu l'ordonnance du 18 septembre 1844 concernant le gouvernement des Iles Saint-Pierre et Miquelon ;

Vu le décret, en conseil d'Etat, du 13 novembre 1880,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Sont rendues applicables aux Iles Saint-Pierre et Miquelon, sous la réserve suivante, les dispositions du décret, en conseil d'Etat, du 13 novembre 1880, qui a placé le chef du service de santé dans les Antilles et à la Réunion sous les ordres du Gouverneur.

Art. 2. Le chef du service de santé de cette colonie continue à siéger avec voix délibérative au Conseil d'administration lorsqu'il y est appelé dans les conditions prévues par l'article 1^{er} du décret précité.

Art. 3. Le Ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*, au *Bulletin officiel* de la marine et aux journaux officiels de la métropole et de la colonie.

Fait à Paris, le 28 novembre 1880.

Signé : JULES GREVY.

Par le Président de la République :

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé : G. CLOUÉ.

Abrogation des dispositions entravant les poursuites contre les fonctionnaires publics.

Paris, le 30 décembre 1880.

MONSIEUR LE COMMANDANT. — Deux décrets successifs rendus sur ma proposition les 2 et 10 de ce mois, le premier avec le concours du conseil d'Etat, ont fait disparaître des ordonnances organiques des colonies pourvues de ces organes les dispositions qui consacraient en faveur des fonctionnaires appelés à y servir l'immunité résultant de l'article 75 de la constitution de l'an viii.

Dans ma pensée, cette mesure doit s'étendre à tout notre territoire colonial. En vertu de la dépêche du 1^{er} juillet 1861 la colonie que vous administrez était régie par l'ordonnance du 27 février 1828 concernant le gouvernement de la Guyane française, vous voudrez bien y promulguer le second de ces décrets qui a abrogé l'article 81 de cet acte.

Le personnel sous vos ordres se verra sans trop de regrets dépourvu d'une prérogative qui ne saurait se concilier avec le principe d'égalité devant la loi sur lequel reposent nos institutions.

Recevez, etc.

Le Ministre de la marine et des colonies,

Signé : G. CLOUÉ.

Le Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux Iles de la Société,

Vu l'ordonnance organique du 27 août 1828 et l'instruction ministérielle du 26 juin 1860 ;

Vu la dépêche ministérielle du 30 décembre 1880 ;

Sur la proposition de l'Ordonnateur, du Chef du service judiciaire et du Directeur de l'Intérieur,

ARRÊTÉ :

Art. 1^{er}. Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie le décret du 10 décembre 1880 portant abrogation de diverses dispositions ayant pour objet d'entraver les poursuites contre les fonctionnaires publics.

Art. 2. L'Ordonnateur, le Chef du service judiciaire et le Directeur de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré partout où besoin sera, publié au *Messenger* et inséré au *Bulletin officiel* de la colonie.

Papetue, le 14 mars 1881.

I. CHESSE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'Ordonnateur,

Le Chef

Le sous-secrétaire p. s.

GABRIE.

du service judiciaire p. s.

Le Directeur de l'Intérieur.

PINAUDIER.

G. PROUXX.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 75 de la constitution de l'an viii ;

Vu l'article 60 de l'ordonnance du 27 août 1828 concernant le gouvernement de la Guyane française ;

Vu l'article 42 de l'ordonnance du 23 juillet 1840 concernant le gouvernement de l'Inde française ;

Vu l'article 47 de l'ordonnance du 7 septembre 1840 concernant le gouvernement du Sénégal ;

Vu l'article 40 de l'ordonnance du 18 septembre 1844 concernant le gouvernement des Iles Saint-Pierre et Miquelon ;

Vu l'article 68 du décret du 12 décembre 1874 concernant le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie qui a réglementé l'application des dispositions de l'article 75 de la constitution de l'an viii ;

Vu le décret du Gouvernement de la Défense nationale du 19 septembre 1870 qui abroge l'article 75 de la constitution de l'an viii ;

Vu le décret rendu en Conseil d'Etat le 2 décembre 1880 concernant la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion,

DÉCRÈTE :

Art. 1^{er}. Sont abrogés les articles 60 de l'ordonnance du 27 août 1828 concernant le gouvernement de la Guyane française ; 42 de l'ordonnance du 23 juillet 1840 concernant le gouvernement de l'Inde française ; 47 de l'ordonnance du 7 septembre 1840 concernant le gouvernement du Sénégal ; 40 de l'ordonnance du 18 septembre 1844 concernant le gouvernement des Iles Saint-Pierre et Miquelon ; 68 du décret du 12 décembre 1874 concernant le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie.

Art. 2. Le Ministre de la marine et des colonies est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des lois*,

au Bureau officiel de la marine et aux journaux officiels de la métropole et des colonies intéressées.

Paris, le 10 décembre 1880.

Signé: JULES GRÉVY.

Par le Président de la République:
Le Ministre de la marine et des colonies,
Signé: G. CLOUE.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

Service des Substances.

ADJUDICATION PUBLIQUE.

Il sera procédé le samedi 19 mars 1881, à deux heures de relevée, dans une des salles de l'Hôtel de l'Ordonnateur, à Papeete, à l'adjudication publique, sur soumissions cachetées, de la fourniture de:

Quinze mille kilogrammes de conserves de bœuf nécessaires au service des substances.

Le cahier des charges relatives à cette fourniture est déposé au secrétariat de l'Ordonnateur à Papeete, et au bureau du commissaire aux substances, à la disposition de ceux qui voudront le consulter.

Les offres porteront en suscription l'indication de la fourniture et contiendront, sous peine de nullité, un récépissé constituant le versement au Trésor de la somme fixée par le cahier des charges pour dépôt provisoire en garantie de la sincérité des soumissions.

Dates et signatures. Les offres devront, à peine de rejet, être conformes à la formule suivante :

Designation des denrées.	Espèce des unités.	Quantité servant de base au calcul.	Prix en toutes lettres.	Prix en chiffres.
Conserves de bœuf.	kilogramme.	15.000 quinze mille.		

« Je, soussigné (nom et prénoms ou les raisons sociales), me soumet et m'engage envers l'Ordonnateur de la colonie, stipulant au nom de l'Etat, à fournir et à livrer, à mes risques et dépens, dans les délais et aux conditions déterminées par le cahier des charges, les conserves de bœuf nécessaires à l'administration (quinze mille kilogrammes), prix indiqués ci-dessus.

« Je déclare en outre avoir une parfaite connaissance des conditions générales en date du 25 février 1881, ainsi que du cahier des charges qui fait l'objet de la présente adjudication et auquel je déclare me soumettre. »

Papeete, le
(Signature.)

Les concurrents devront être présents à l'adjudication ou s'y faire représenter par une personne munie de leur procuration. 3-3

DIRECTION DE L'INTERIEUR

Comité central agricole et industriel.

AVIS AUX PLANTEURS DE TABAC.

L'Exposition permanente des colonies, à Paris, désire quelques échantillons de tabac en feuilles provenant de la récolte la plus récente de Tahiti et dépendances.

Les planteurs qui voudront profiter de cette excellente occasion de faire connaître leurs produits devront adresser leurs échantillons, d'ici au 25 mars au plus tard, à M. le secrétaire du Comité central, avec le prix par kilogramme et l'importance annuelle de la récolte. Les échantillons devront être composés de paquets de cinquante à soixante feuilles; ceux acceptés par le comité seront payés.

PARAU FAATIE I TE FEIA TANU AAVA.

Te hinaaro nei te tomito o te feia hipopa raa toa i te mau fenua ahuraurau, i Paris, i te vetahi mau raoree aavaa no te faapu api noi i Tahiti e te mau fenua e au mai.

Te feia 'toa i hinaaro i teinei raoree aavaa no te faaita raa i ta ratou mau taao, e hapono mai ia i te huru o ta ratou mau aavaa, mai teie au nei mahana e tae noa 'tu i te 25 no maiti, i te papai parau o te Tomite faapu, e te hoo hoi no te kilo e te rahi raa o ta na faapu i te matahiti. Te huru o ta na mau raoree aavaa ra ia tai pae aburu te e aore ia tai ono aburu i te puo ha hoe; e tei hinaaro hia e te tomita e aafau hia 'tu ia te moui.

Instruction publique.

CONCESSIONS DE BOURSES.

Les personnes qui désirent

obtenir des concessions de bourses pour leurs enfants dans les écoles publiques du gouvernement à Papeete, et qui n'ont pas encore adressé leur demande, sont informées qu'elles ont jusqu'au mercredi 23 mars pour déposer à la Direction de l'Intérieur (1^{er} bureau) les pièces concernant leurs enfants.

Te mau taata 'toa i hinaaro ia noa 'tu i te pule no ta ratou mau tamarii, no te haaparahi raa i ta na mau tamarii ra i roto i te mau hanipi raa a te Hui i Papeete, e o te ore a i tae mai ta ratou mau an'i raa, te faaita hia 'tu nei ratou e, ei teinei mahana e tae noa 'tu i te mahana toru te 23 no maiti, o te faaita hia ei tuu raa mai i te mau parau no ta ratou mau tamarii i te pule tora no te pae fenua nei. 2-2

Avis.

A partir du 1^{er} avril prochain, tout chien dont le collier ne portera pas une plaque d'impôt sera mis en fourrière.

Tout chien qui, à cette date, n'aura pas été déclaré, sera soumis à une taxe fixe, conformément aux prescriptions de l'article 2 de l'arrêté du 28 janvier 1879.

Les déclarations et la délivrance des plaques se font au bureau du commissaire de police pour Papeete et le district de Pare. Dans les autres districts de Tahiti et Moorea, les mêmes déclarations doivent être faites aux caporaux-mutui, qui sont chargés de délivrer les plaques.

Ei te f no eperera i mua nei taio atai, te mau uri ato, aore e vao tapao i nia iho e aratai hia ia i te vahi tapaa raa.

Ei taua mau mahana 'toa ra, te mau uri aore a i faaita hia mai, e ta toru hia ia te moui e titahi hia 'tu, mai te au i te mau parau i faaita hia i roto i te irava 2 no te faape raa no te 28 no teneare 1879.

Te Papeete e to te mataineina ra to Pare, ei te paha tora ia o te tomita mutui e horea hia 'tu ai te mau vao, e faaita mai i te mau parau no te uri.

I roto ra i te mau mataineina i Tahiti e Moorea, e faaita hia 'tu ia taua mau parau faaita ra i te mau tapora mutui, o te haapo hia ei horo i te vao no te mau uri. 3-2

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

HAUTE-COUR TAHITIENNE

Quatrième Session de l'année 1879

PRÉSIDENCE DE M. PINAUDIER.

Audience du 17 décembre 1879.

N^o 871. — Entre la dame Tuaree a Aihu, épouse du sieur Faorehia a Tarafau, et la dame Tetuaro a Moana, épouse du sieur Tetohoa a Tairapa; au sujet des terres Vainonee et autres, sises au district de Teavaro (Moorea).

La cour, statuant, reçoit en la forme l'appel de la dame Faorehia, mais pour statuer sur le fond, renvoie la cause à la prochaine session, toutes choses restant en l'état; condamne l'appelante aux frais du présent arrêt, qui comprendra la taxe des témoins produits.

Audience du 20 décembre 1879.

N^o 872. — Entre le sieur Tautau a Teahu, la dame Tefate a Maitehia, épouse du sieur Taubia a Houe, et le sieur Vahia a Teirihia; au sujet des limites entre la terre Vainonee et la terre Paubani.

La cour, statuant, reçoit l'appel du sieur Tautau, et y faisant droit, an-

Putuputu raa no te 17 tème 1879.

N^o 871. — I rotopi i te vahine ra i Tuaree a Aihu, te vahine a te taata ra a Faorehia a Tarafau, e te vahine ra o Tetuaro a Moana, e vahine ra Tetohoa a Tairapa; no na fenua ra nei Vainonee e vetahi atu a o te vai i te malaeina i Teavaro (Moorea).

Te haava raa, ma te faata, te farii nei i roto i te huru i te horo raa a Faorehia vahine; araa ra no te faata raa na nia i te tumu ra, te vahine nei la i taua ohia ra no te putuputu raa i mua, mai te vai noa hoi te mau mea 'toa i roto i te huru mau ra; te faata nei nei tei horo mai i te mau teime no te faata raa o te amui aloa hia mai hoi te teime o te mau ito i tuu hia mai.

Putuputu raa no te 20 tème 1879.

N^o 872. — I rotopi i te taata ra i Tautau a Teahu, te vahine ra Tefate a Maitehia, e vahine ra Taubia a Houe, e te taata ra o Vahia a Teirihia; no te oti na na fenua ra o Vainonee e te Paubani.

Te haava raa, ma te faata, te farii nei i te horo raa a Tautau e ma te

le jugement dont est appelé du tribunal dernier, comme rendu par un tribunal insuffisamment et par suite irrégulièrement composé ; renvoie, par suite, les parties à se pourvoir à nouveau comme elles l'entendront, devant les juges du premier degré, la cour n'ayant pas d'ailleurs à statuer autrement sur la demande de l'intervention, devenue sans intérêt ; réserve les fins de la cause et ordonne la restitution à l'appelant de l'amende d'appel par lui versée.

Audience du 20 décembre 1879.

N° 873.

La haute cour,

Après avoir entendu le ministère public en ses conclusions conformes aux résultats qui suivent et après en avoir délibéré conformément à l'ordonnance de 1874 :

1^{re} Considérant l'homologue pur et simple, pour sortir plus et moins, les quatre décisions dont l'annulation suit, savoir :

1^{re} Une décision rendue le 17 juin dernier, par le conseil du district de Papeete, entre la femme Hapua et Papeete, femme du sieur Tera, décurant à Papeete, et le sieur Tera, décurant à Papeete, cultivateur au même lieu, au sujet de la ligne divisoire entre les terres Hapua et Papeete, décurant à Papeete ; laquelle décision approuve la ligne divisoire réclamée par la dame Tera ;

2^{re} Une décision rendue le 1^{er} août dernier, par le conseil du district de Papeete, entre la femme Hapua et Papeete, femme du sieur Tera, décurant à Papeete, et le sieur Tera, décurant à Papeete, cultivateur au même lieu, au sujet de la ligne divisoire entre les terres Hapua et Papeete, décurant à Papeete ; laquelle décision statue que cette terre est la propriété de la dame Tera ;

3^{re} Une décision rendue le 26 juin dernier, par le conseil du district de Papeete, entre la femme Hapua et Papeete, femme du sieur Tera, décurant à Papeete, et le sieur Tera, décurant à Papeete, cultivateur au même lieu, au sujet de la ligne divisoire entre les terres Hapua et Papeete, décurant à Papeete ; laquelle décision statue que cette terre est la propriété du sieur Tera ;

4^{re} Une décision rendue par le conseil du district de Papeete, à la suite du 22 juillet dernier, entre le sieur Tera et Papeete, propriétaire d'un terrain, et le sieur Tera, propriétaire d'un terrain, au sujet de la ligne divisoire entre les terres Hapua et Papeete, décurant à Papeete ; laquelle décision statue que cette terre appartient au sieur Tera.

Deuxièmement — Dit, au contraire, que les trois décisions suivantes ne peuvent être homologuées par les motifs ci-après ; ordonne en conséquence que les conseils de district qui les ont rendus statuent à nouveau sur les causes qu'elles concernent, savoir :

1^{re} Une décision rendue le 3 juillet 1879, par le conseil du district de Papeete, entre la femme Hapua et Papeete, femme du sieur Tera, décurant à Papeete, et le sieur Tera, décurant à Papeete, cultivateur au même lieu, au sujet de la ligne divisoire entre les terres Hapua et Papeete, décurant à Papeete ; laquelle décision statue que cette terre est la propriété de la dame Tera ;

2^{re} Une décision rendue le 17 juin dernier, par le conseil du district de Papeete, entre la femme Hapua et Papeete, femme du sieur Tera, décurant à Papeete, et le sieur Tera, décurant à Papeete, cultivateur au même lieu, au sujet de la ligne divisoire entre les terres Hapua et Papeete, décurant à Papeete ; laquelle décision statue que cette terre est la propriété de la dame Tera ;

Papeete, le 20 décembre 1879.

N° 873.

To haava rahi tahi,

La faoro hia te auaa tuu i tana rau mau tita rau e tei au maiti i te mau parau i muri nei, e i muri a e i te imi rau, mai tei au i te faane rau mana no te matahi 1874.

Te matahi 1874. Te haamano ro nei haamano rau hia haamano rau a maha e tei faaite hia i muri nei, oia hoi :

1^{re} Te ho faano rau i rove hia i te 17 tita i maiti nei, e tei mau rau no te matahi 1874. Te ho faano rau i rove hia i te 17 tita i maiti nei, e tei mau rau no te matahi 1874. Te ho faano rau i rove hia i te 17 tita i maiti nei, e tei mau rau no te matahi 1874.

2^{re} Te ho faano rau i rove hia i te 17 tita i maiti nei, e tei mau rau no te matahi 1874. Te ho faano rau i rove hia i te 17 tita i maiti nei, e tei mau rau no te matahi 1874. Te ho faano rau i rove hia i te 17 tita i maiti nei, e tei mau rau no te matahi 1874.

3^{re} Te ho faano rau i rove hia i te 17 tita i maiti nei, e tei mau rau no te matahi 1874. Te ho faano rau i rove hia i te 17 tita i maiti nei, e tei mau rau no te matahi 1874. Te ho faano rau i rove hia i te 17 tita i maiti nei, e tei mau rau no te matahi 1874.

4^{re} Te ho faano rau i rove hia i te 17 tita i maiti nei, e tei mau rau no te matahi 1874. Te ho faano rau i rove hia i te 17 tita i maiti nei, e tei mau rau no te matahi 1874. Te ho faano rau i rove hia i te 17 tita i maiti nei, e tei mau rau no te matahi 1874.

Te piti rau — To parau nei o ia oia haamano rau e toru i muri nei e oia e hia haamano rau no te mau mau i muri nei ; e no te roa i faano nei i te mau apoo rau mataine i rove i taua oia hia e toru rau, e imi faano hoi oia hia i te mau mea e tupu ai te parau no taua, oia hoi :

1^{re} Te ho faano rau i rove hia i te 17 tita i maiti nei, e tei mau rau no te matahi 1874. Te ho faano rau i rove hia i te 17 tita i maiti nei, e tei mau rau no te matahi 1874. Te ho faano rau i rove hia i te 17 tita i maiti nei, e tei mau rau no te matahi 1874.

testation de limites devant, par suite, être jugée par cinq conseillers :

1^{re} Une décision du 1^{er} octobre 1879, rendue par le conseil du district de Papeete, entre le sieur Tera, apou, décurant à Papeete, et le sieur Tera, apou, décurant à Papeete, cultivateur au même lieu, au sujet de la ligne divisoire entre les terres Hapua et Papeete, décurant à Papeete ; laquelle décision statue que cette terre est la propriété de la dame Tera ;

2^{re} Une décision rendue par le même conseil le 1^{er} octobre 1879, entre le sieur Tera, apou, décurant à Papeete, et le sieur Tera, apou, décurant à Papeete, cultivateur au même lieu, au sujet de la ligne divisoire entre les terres Hapua et Papeete, décurant à Papeete ; laquelle décision statue que cette terre est la propriété de la dame Tera ;

3^{re} Une décision rendue par le même conseil le 1^{er} octobre 1879, entre le sieur Tera, apou, décurant à Papeete, et le sieur Tera, apou, décurant à Papeete, cultivateur au même lieu, au sujet de la ligne divisoire entre les terres Hapua et Papeete, décurant à Papeete ; laquelle décision statue que cette terre est la propriété de la dame Tera ;

4^{re} Une décision rendue par le même conseil le 1^{er} octobre 1879, entre le sieur Tera, apou, décurant à Papeete, et le sieur Tera, apou, décurant à Papeete, cultivateur au même lieu, au sujet de la ligne divisoire entre les terres Hapua et Papeete, décurant à Papeete ; laquelle décision statue que cette terre est la propriété de la dame Tera ;

hio te oia haamano rau no te apoo rau, oia hoi :

1^{re} Te ho faano rau i rove hia i te 17 tita i maiti nei, e tei mau rau no te matahi 1874. Te ho faano rau i rove hia i te 17 tita i maiti nei, e tei mau rau no te matahi 1874. Te ho faano rau i rove hia i te 17 tita i maiti nei, e tei mau rau no te matahi 1874.

PARTIE NON OFFICIELLE

Papeete, le 18 mars 1881.

Le 7 février, le Commandant Commissaire de la République aux Etablissements français de l'Océanie et M^{re} Chéssé, avec leurs enfants, quittaient Papeete à bord de l'avisoir le *Guichen*, pour se rendre aux Iles Gambier, à Rapa et aux Tuvalu. Le Commandant était accompagné de ses aides de camp et de l'inspecteur des affaires indigènes.

Le Commandant avait pour but, dans ce voyage, de se mettre en rapport direct avec la population de ces îles, de s'informer de leurs besoins, de se rendre compte de leur situation politique et de satisfaire à leurs aspirations.

Le *Guichen* arrivait le 13 devant Mangaréva, après une traversée assez houleuse ; il fut obligé de mouiller deux fois avant d'arriver au mouillage définitif, à 150 mètres du village de Rikitia. La passe qui conduit à ce mouillage est étroite et dangereuse ; mais elle fut heureusement franchie, grâce à l'habileté et au sang-froid bien connus de M. le capitaine du *Guichen*.

Dis son arrivée sur rade, le Commandant reçut à bord la visite du Résident, local, M. P. Nicolas, procureur apostolique aux Gambier, et celle du vieux roi Putari.

Le 15, le Commandant descendait à terre en grande tenue, accompagné de son état-major et des capitaines des bâtiments sur rade. Il fut reçu à la cale de la Résidence par le Résident, le Roi, le P. Nicolas ; des chefs en assez grand nombre étaient aussi venus présenter leurs hommages au représentant de la République française en Océanie ; une grande partie de la population assista à cette réception.

Après les visites au Roi, au Père Nicolas, à la cathédrale, le Commandant alla voir l'école des garçons et celle des filles.

Les enfants sont malheureusement en trop petit nombre ; leur instruction en langue française est nulle, mais la plupart d'entre eux paraissent lire couramment le tahitien et le mangarévien. Tous réclament impérieusement le catéchisme en mangarévien.

Le Commandant se rendit ensuite aux prisons, où il mit en liberté quelques prisonniers qui s'y trouvaient, en leur disant qu'il demanderait leur grâce au Président de la République. Cette première journée parut faire une impression profonde sur la population et la disposer favorablement à notre égard.

Cet petit pays possédait notre pavillon depuis bien des années, mais notre autorité n'y était pour ainsi dire que nominale, et nous n'y exerçions qu'une sorte de protectorat. Après l'annexion de Tahiti, il était nécessaire que la situation aux Gambier fut moins équivoque, que cette population si intéressante comprît combien il était de son intérêt de sortir de son isolement et de se rattacher complètement à la nation française.

La persuasion ne fut pas longue à obtenir. Après quelques jours de pourparlers et de réunions publiques du peuple mangarévien, dans lesquelles chacun avait la liberté de parler et où se révélèrent de véritables orateurs océaniques, une demande d'annexion définitive fut signée, en présence de tout le peuple rassemblé, par le roi, le grand conseil et les principaux du pays.

Cet important résultat, demandé par les indigènes, fut accueilli avec la plus grande faveur par les quelques Européens établis à Mangaréva.

L'Assemblée s'était également occupée de réviser les codes mangarévien, dont bien des articles surannées n'étaient plus en harmonie avec les idées actuelles.

Aux lieux où, de l'ancien code, le Commandant Chessé, avec l'assentiment des représentants du peuple mangévien, a laissé à ce petit pays non pas un nouveau code, mais plutôt une sorte de règlement compréhensif, avec la nouvelle constitution de l'archipel des Gambier, en ensemble de dispositions civiles et pénales applicables aux diverses phases ou éventualités de la vie de ces peuples enfants. La presque totalité de ces prescriptions est conforme aux lois françaises. Du reste, tout Mangévien peut, sur sa demande, se placer sous le régime de la législation française pure et simple.

En ce qui concerne la constitution nouvelle, c'est le gouvernement du pays par le pays, sous la haute autorité du Résident. Dans chaque district, l'assemblée, composée de tous les hommes âgés de plus de vingt-et-un ans, nommé au suffrage universel les divers magistrats ou fonctionnaires appelés à présider à la vie communale : grand-chef, conseil, juges, maître d'école et mutui (agents de police).

Le mercredi 23, une fête magnifique conviait tous les habitants de l'archipel à célébrer leur réunion à la France. Une grande messe solennelle, célébrée par le P. Nicolas, assisté des PP. Roussel et Barnabé, fut suivie d'un Te Deum chanté par la population, dont on connaît les sentiments profondément religieux. Pendant le *Te Deum*, le *Guichen* faisait une salve de 21 coups de canon.

Après la cérémonie religieuse, un énorme amu-raa-maa réunissait à la Résidence près de 400 personnes. Des porcs rôtis entiers, des montagnes de viandes de toutes sortes surchargeaient les tables. Des acclamations enthousiastes saluèrent le Commandant Commissaire de la République. A la fin du repas, les convives indigènes, plus échauffés peut-être par l'enthousiasme que par les boissons, se livrèrent à des chants et à des danses qui se prolongèrent fort tard.

Nul désordre cependant ne fut à déplorer.

Le lendemain la population était appelée à élire les divers fonctionnaires institués par la constitution nouvelle. Le Commandant Commissaire de la République régla ensuite diverses affaires ; la plonge de la nacre fut ouverte, et le 28 il quittait Mangarava.

Le *Guichen* arrivait le 5 mars à Rapa. Les habitants de cette île n'avaient pas vu de bâtiment de guerre français depuis longtemps. Aussi le Commandant fut-il reçu avec joie par ces pauvres gens. Quand ils eurent appris les événements survenus à Tahiti, ils demandèrent à changer le pavillon du Protectorat, qu'ils gardaient précieusement, contre le pavillon de la France. Après les visites au roi Parima et les cadeaux d'usage, le pavillon fut hissé sur un mât que le *Guichen* laissa à terre, et un amu-raa-maa réunit à bord presque tous les habitants de l'île, qui, avec les enfants, ne sont guère plus de cent cinquante.

Voulant être rentré à Papeete avant le départ du courrier, le Commandant ne put passer à Tubuai et Vaitu qui il en avait l'intention. Il arrivait en rade le 12 mars à 2 heures de l'après-midi.

Cette tournée de sept semaines a eu pour résultat de compléter l'œuvre commencée à Tahiti et dépendances en établissant l'unité dans les Etablissements français de l'Océanie.

La vigne du Soudan.

Les viticulteurs liront avec intérêt les renseignements qui vont suivre sur ces vignes africaines, appelées à régénérer nos plants voués à l'implacable dévastation phylloxérique. Ils sont extraits d'une brochure que M. Lécarré, l'inventeur de la vigne soudanaise, a publiée à Saint-Louis du Sénégal.

C'est le 3 juin dernier, dans une forêt du Soudan et sous forêt, que M. Lécarré fit la première découverte des plants de la vigne en question.

Les tiges ne faisaient que de sortir de terre, parcellées à de jeunes pivoines, au printemps. Les feuilles étaient trop peu formées pour qu'on pût en déterminer l'espèce. Sur la lisière de la forêt, toutefois, un pied plus avancé que les autres décela les caractères de la vigne. Il était haut d'un mètre, à tige évidemment sarmentueuse ; il portait quelques feuilles déjà développées, était muni de vrilles et orné de grappes de fleurs non encore épanouies. Il n'y avait pas de doute possible.

Unze jours après cette première découverte, le 14 juin, M. Lécarré, de retour d'une excursion, émit de nouveau au milieu de ces plantes herbacées de la forêt. Elles avaient poussé avec tant de vigueur que certains sujets dépassaient deux mètres. L'accroissement en hauteur avait été de plus de quinze centimètres par jour. Les fruits, déjà pendants, étaient de magnifiques verjus.

Les cinq variétés de vignes que M. Lécarré a étudiées ont été dénommées par lui : *Vitis Durandii*, *Vitis Lécarréi*, *Vitis Chantinii*, *Vitis Faidherbii* et *Vitis Hurdii*.

Le premier type est le plus abondant. Le botaniste voyageur affirme avoir vu des millions d'exemplaires de la *Vigne Durand* à racines tuberculeuses vivaces, à tige toujours unique, qui ressemble d'une manière frappante à la vigne d'Europe : mêmes pampres, même aspect.

Les antiques et les siliques surtout en sont friands. Quelques pieds seulement entre ces millions portaient des fleurs, mais sur des bourgeons développés après l'éclaircissement de la tige par la dent des animaux.

Il fut difficile à M. Lécarré de se procurer des raisins de ce plant, à raison de la gourmandise des bêtes des forêts qui ne les laissent même pas mûrir. Ces fruits ont paru inférieurs de toute manière à ceux des autres espèces, vendangées [sinon cultivées] par les habitants.

La *Vitis Lécarréi* paraît la plus fertile de toutes. Annuelle, non herbacée, elle porte trente, quarante grappes et plus par pied, souvent énormes, parfois de 30 centimètres de long et pesant de 1 à 2 kilogrammes. Les grappes sont sphériques, d'un violet noirâtre. Leur pulpe, très sucrée, n'a aucun arrière-goût, et rappelle celle de nos meilleures espèces connues.

La variété *Chantinii* est moins hâtive que la précédente, mais d'une fertilité extraordinaire aussi. Elle grimpe aux arbres, sur lesquels elle forme de véritables tonnelles. M. Lécarré a compté sur un pied « cinquante-sept grappes, dont plusieurs avaient de 25 à 30 centimètres de longueur. »

Grappes très-longues, à grains nombreux, violet-clair, peu serrés, gros comme ceux d'un beau chasselas, très-juteux et très-sucrés.

La vigne « Faidherbii » porte un raisin violet-clair à grains très-serrés, très-juteux et « convenant admirablement pour la cuve. » La vigne « Hardy » a des baies énormes, à chair plus ferme que les précédentes.

L'auteur assure que les plants « à cuve » de sa vigne soudanaise donnaient au moins cent mille kilogrammes de vendange à l'hectare !

M. Lécarré, se fondant sur ce que, au Soudan, ces végétaux portent leur fruit à maturité en 50 jours, à partir du moment où le plant émerge du sol, ce qui fait, par une moyenne de 30,3 degrés par jour en juin et de 27° en juillet, un total de 1443,1 degrés de chaleur, admet que la maturation du raisin du Soudan peut s'effectuer sur notre climat. En France, selon lui, 100 jours ou 3 mois, à la température moyenne de 15,7 degrés, fourniraient à cette vigne plus que son compte (1570° de chaleur.)

« Donc, écrit M. Lécarré dans sa brochure, l'acclimatation des vignes annuelles du Soudan est certaine en France, et j'ajouterais que, d'après nos observations, la plus grande chaleur étant surtout exigée au moment de la floraison, ce résultat sera facile à obtenir, car les mois de juin et juillet sont généralement les plus chauds de l'année dans toute l'Europe ; la température d'août, de septembre et même d'octobre sera plus que suffisante pour la maturité parfaite du raisin. »

Cette confiance a toutefois besoin d'être justifiée par l'expérience, et, en somme, tout ce qui a été dit sur les merveilles viticoles du Soudan exige d'être dûment vérifié. Le *Muséum de Paris* attend avec impatience pour ses serres les semences dont M. le gouverneur du Sénégal lui a annoncé le prochain envoi.

On lit dans le *Bulletin de la Société de Géographie commerciale de Bordeaux* du 20 décembre 1880 :

« M. le président de la Société de Géographie de Bordeaux a reçu communication de la mort de M. Lécarré, l'explorateur du Soudan, qui avait fait naguère une conférence à Bordeaux sous le patronage de notre société.

« M. Lécarré est mort dans sa famille, d'une fluxion de poitrine. Sa santé était déjà ébranlée par les fièvres qu'il avait prises au Sénégal. Cette perte est des plus regrettables, et la Société de Géographie s'associe à la douleur de sa famille.

« La découverte des vignes du Soudan, qui semblent devoir renouveler nos vignobles, est des plus importantes. M. Lécarré apportait avec lui 50,000 graines, qu'il voulait distribuer dans les diverses régions de la France.

« M. Lécarré devait publier ses impressions de voyage ; il rapportait des notes sur le Soudan, sur ses produits inouïs, sur sa population qui auraient été du plus haut intérêt pour la géographie.

« Nous espérons que M. Durand, son intrépide compagnon de voyage, voudra bien les faire connaître au public. »



PARTIE LITTÉRAIRE

PEAU D'ANE

— CONTRE —

(Suite. — Voir le précédent numéro.)

Les princesses d'abord arrivèrent, puis les duchesses, les marquises et les baronnes; mais elles eurent beau s'amuïser les doigts, aucune ne put mettre la bague. Il en fallut venir aux grisettes, qui toutes jolies qu'elles étaient, avaient toutes les doigts trop gros. Le prince, qui se portait mieux, surveillait lui-même l'essai. Enfin on en vint aux filles de chambre : elles ne réussirent pas mieux. Il n'y avait plus personne qui n'eût essayé cette bague sans succès, lorsque le prince demanda les cuisinières, les marmittières, gardes de moutons : on amena tout cela; mais leurs gros doigts rouges et courts ne purent seulement aller par-delà l'ongle.

— A-t-on fait venir cette Peau d'Ane qui m'a fait un gâteau ces jours derniers ? dit le prince.

Chacun se prit à rire, et lui dit que non, tant elle était sale et crasseuse.

— Qu'on l'aïlle chercher tout-à-l'heure, dit le roi ; il ne sera pas dit que j'ai excepté quelqu'un.

On courut en riant et se moquant chercher cette dindonnière.

L'enfante qui avait entendu les tambours et le cri des héros d'armes, s'était bien doutée que sa bague faisait ça tintamarre : elle aimait le prince ; et comme le véritable amour est craintif et n'a point de vanité, elle était dans la crainte continuelle que quelque dame n'eût le doigt aussi menu que le sien. Elle eut donc une grande joie quand on

TE IRI ATENI

— A ANNU —

(Te hepa. — Aïto i te niamereu m'a te te.)

Tae maira te mau tamahine arii, e te mau vahine iutu maira i mui iho, e te mau vahine mana 'toa; aita roa 'tu rā te hoe o to ratou ra mau rima i ō no'a e roto i taua tapea ra, e haa iti rahi roa ta ratou i te faa hahai haere noa raa i to ratou mau rima. Titau atoa hia 'tura te mau potii ri api rave ohipa, e a rahi noa 'tu si rā to ratou ra nehenehe, e rima rarabi anae atoa ia to ratou taatoa. O taua tamati arii rā rā, no te huru avariraa 'eioa, haerehua maira hio-poa hua i taua faaau raa tapea ra. K i mui roa 'e, o te mau potii tavini atura ia no te mau fare; e aita 'toa hōi ratou i manua. Aita roa 'tu e vahine toe i te tamata i te oomp i taua tapea ra, mai te fau-faa 'ore, i tupu ai to taua tamati ra manao e itia atoa hia te mau vahine tutu, te mau vahine horoi pini, e te mau vahine tiai mamoe : ua ope roa hia ma'ia, e i faaau raa hia to ratou mau rimarima rarabi potopoto utete. i roto i taua tapea ra, aita ia te mau i faura 'tu i rapae i te vahii ō.

Ui maira taua tamati arii rā : — Ua tona hia mai nei anei o Iri Ateni o tēi hamani mai i te faaraa momoea nan i na mahana i mairi anei ?

Tupaata naa 'tura te tahi pae, mai te parau atā e aita, no te re-po rahi e te huhepuhe, i ore i tona hia mai at :

Parau atura te arii : — E i te nei ei à hora a tū a aratai mai, eiaha ia parau hia e ua haamari au i te tahi.

Horo anae 'tura te taata mai te tupaata e te tahitohio, e tū i taua potii faaamua raoro rā.

O taua potii rā, ō, no taua faaroa rā i te oto 'v i te tariparau, e te parau i poro haere hia e te mau raatira faa manao e a riri, tupu ihora tona maira e o taua tapea mau no'a rā te tomu i tupu ai taua achuehu rahi rā : e te hinaro mau atā rā ho'i oia iho i taua tamati arii rā, e ō no te mea, e mea tiai rahi mau e te hinaro mau nei, ia mau ia itea te ravea e noaa 'tu ai, matau noa 'tura oia o te faito noa 'tu i te tahi atā vahine rima i tona iho, e ō no te ō noa 'tu i roto i taua tapea rā. Tupu atura rā tona oaoa rahi e te tupai raa

vint la chercher et qu'on heurtait à sa porte. Depuis qu'elle avait su qu'on cherchait un doigt propre à mettre à sa bague, je ne sais quel espoir l'avait portée à se coiffer plus soigneusement et à mettre son beau corps d'argent avec le jupon plein de fal-balas, de dentelles d'argent, semé d'émeraudes. Sitôt qu'elle entendit qu'on heurtait à la porte et qu'on l'appelait pour aller chez le prince, elle remit promptement sa peau d'âne, ouvrit sa porte, et ces gens en se moquant d'elle lui dirent que le roi la demandait pour lui faire épouser son fils ; puis, avec de longs éclats de rire, ils la lui-mènèrent chez le prince, qui, lui-même étonné de l'accoutrement de cette fille, n'osa croire que ce fût celle qu'il avait vu si pompeuse et si belle. Triste et confus de s'être si lourdement trompé :

— Est-ce vous, lui dit-il, qui logez au fond de cette allée obscure, dans la troisième basse-cour de cette métrairie ?

— Oui, seigneur, répondit-elle.

— Montrez-moi votre main, dit-il en tremblant et poussant un profond soupir.

Dame ! qui fut bien surprise ? Ce furent le roi et la reine, ainsi que tous les chambellans et les grands de la cour, lorsque de dessous cette peau noire et crasseuse, sortit une petite main délicate, blanche et couleur de rose, où la bague s'ajusta sans peine au plus joli petit doigt du monde ; et par un petit mouvement que l'enfante se donna, la peau tomba : elle parut d'une beauté si ravissante, que le prince, tout faible qu'il était, se mit à ses genoux et les serra avec une ardeur qui la fit rougir ; mais on ne s'en aperçut presque pas, parce que le roi et la reine vinrent l'embrasser de toute leur force et lui demander si elle voulait bien épouser leur fils.

(La suite au prochain numéro.)

mai te faata i tona opati fare e tii mai 'ia na. Mai tona te raa mai e te imi hia rā te hoe rima o te au maritai i roto i taua tapea ra, aita 'tu 'ia e faito i tona onono i te faanehehe mairai roa raa i tona roro, e te hataua i taua hataua mo ni no'a rā, e te piriti i roa i te haapuaavaa e te mau hōi moni, o tei faaunaua hia i te mau ofai niamu. I te faaroa rā 'tu ō a oia i te haruru i te opati e te parau atoa raa mai e, e haere i roto te tamati a te arii, tapoi haapee-poe noa ihora oia ia'ra iho i taua riri ateni rā, e iriti mai nei i te opati, parau maira te mau taata i tū mai 'ia na mai te tahitohio, e te parau hia maira e te arii, e haere i reira e vahine na 'ia na tamati ; e mai te ata ore faa ratu anae 'tura ratou ia'na i ō te tamati a te arii, o te haere roa i te hēru-jno e tūa potii rā, aita 'tura oia i manao mairai atā e o taua vahine mau anei ia tana i ite i te nehenehe e te ieie mairai rā.

Horiri noa ihora oia e te ananatae ore, no tona manao raa e ua hape roa oia i 'ia i hio rā.

Utura i taua potii rā : — Ō o mau anei te faaea i roto i tēra rā aroa poi, i roto i tēro o te aua faaamua raa puua, i tēra 'era faaapu ?

— Ō a tōra taua potii rā : — E ta'u faruru, o'vau.

Parau faahou maira taua tamati rā : — A faite mai to oe rima.

E i naha ! o vai hira i te hūmae ? o te arii tane ia e te arii vahine, e te feia rarabi mana 'toa i taua aroa i te arii rā, a faatoa mai ai taua potii rā i te hoe rima ite nehenehe mairai na roro a'e mai i taua riri ateni rā, te uouu mairai e te utete riri mai te uaa riri roto mau rā, i reira 'tura taua tapea rā i te ohie noa raa mai te pupuru ore i oia i te rimarima ite hahai o taua potii rā o tei hua roa i te nehenehe i te ō aroa nei e no te faaahuri rā o taua potii rā ia'na iho, topa 'tura taua riri ateni rā i roro, e i reira te itea raa mai taua nehenehe faashihia no'a rā, e taua tamati arii rā, paruparu mai oia i taua mai no na rā, tuu roa 'tura ia i tona tau tū rā i roro, e tahopu roa 'era i taua potii rā mai te puai rahi o tei oute roa 'toa na mata, no tona 'toa hinaro i taua tamati rā, aita rā i te hua hia 'tu taua vahii rā no te mea moe noa ihora i ta na metua o taua tamati rā i te arii tane e te arii vahine hoihoi maite raa na aia iho i taua potii rā, e mai te anei atoa 'tu ia'na e, e tū nei ia'na ia faaipopo i ta raua tamati.

(Ei te Faa i mau nei te hopena)